



Drogues Trafic international

Bulletin mensuel

SLOVAQUIE: une cible du trafic d'héroïne

Depuis la « Révolution de velours », l'impact du trafic international des drogues a été plus tardif en Slovaquie qu'en République tchèque. Mais depuis la seconde moitié des années 1990, du fait de sa situation de carrefour stratégique entre l'Est et l'Ouest sur la route des Balkans, la Slovaquie rattrape son retard. On observe en effet l'apparition d'un nouveau phénomène commun aux deux pays: les joint-ventures entre trafiquants de différentes nationalités ou de différentes origines ethniques. En République tchèque, il s'agit d'abord d'accords passés entre des fournisseurs arabes et des groupes tchèques au niveau de la distribution sur le marché intérieur des drogues. En Slovaquie, on assiste à un partage des territoires de la distribution entre groupes criminels slovaques, ukrainiens et, surtout, albanais du Kosovo et de Macédoine.

Le rôle de la Slovaquie comme territoire de transit de l'héroïne a eu un impact incontestable sur l'usage de cette drogue qui, selon le *Rapport national sur la situation des drogues en Slovaquie pour l'année 2000*, a remplacé les solvants comme produit le plus consommé de 1993 à 1994¹. Sans qu'il soit toujours possible de faire la part de la drogue en transit de celle qui est destinée au marché intérieur, les saisies d'héroïne ont été de 90,5 kg en 1997, de 13,6 kg en 1998, de 6 kg en 1999 et de plus de 100 kg en 2000. On assiste également au développement très rapide de la consommation de marijuana dont les saisies ont été de 2,8 t en 1998 et de 800 kg en 1999. La cocaïne (2,5 kg saisis en 1999) et l'ecstasy sont en revanche utilisées dans des cercles plus restreints d'intellectuels, d'artistes ou d'hommes d'affaires mafieux. Le nouveau gouvernement dirigé depuis septembre 1998 par le Premier ministre Mikulas Dzurinda, a fait de la lutte contre la corruption sa priorité et il a commencé, en dépit des restrictions budgétaires, par réorganiser les services de police, en particulier ceux qui se consacrent à la lutte

anti-drogues. Cette volonté politique semble porter ses fruits si l'on se réfère à l'annonce, le 23 juillet 2001, du démantèlement d'un important réseau de distribution d'héroïne et de cocaïne.

En matière de santé, le dispositif de prévention et de soins mis en place paraît constituer un frein au développement de la consommation d'héroïne, comme le suggère le fait que l'âge moyen des consommateurs tend à s'élever depuis deux ou trois ans. Le dispositif slovaque dans ce domaine devrait être renforcé par le projet PHARE de coopération entre l'Observatoire européen des drogues et les PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) qui bénéficie d'un financement de 2 millions d'euros sur 18 mois pour l'ensemble de la région. Ce projet a deux objectifs majeurs: développer les fondements institutionnels d'un réseau national d'information sur les drogues (points focaux) sur le modèle du réseau REITOX, consolider les relations entre les « points focaux » nationaux des PECO déjà existants et l'OEDT et impliquer directement les points focaux nationaux dans les activités et le programme de travail de l'OEDT.

En outre, un contrat de jumelage vient d'être signé entre la France (représentée par le ministère de l'Intérieur) et la République slovaque, dans le cadre d'un jumelage France/Slovaquie, prévu par le Plan PHARE entre un pays candidat à l'entrée dans l'Union et un pays membre. L'OFDT sera impliqué dans le renforcement du point focal slovaque, notamment pour la mise en place de méthodologie d'enquêtes nationales sur les dépendances.

Le marché local des drogues

Déjà, au troisième trimestre 1997, interrogé par le correspondant de l'OGD, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gustav Krajci, déclarait: « *de pays de transit et de stockage des stupéfiants, la Slovaquie est devenue un pays de consommation* » Il se faisait ainsi l'écho des cris d'alarme lancés par les centres de traitement devant l'absence de moyens pour faire face aux progrès de l'épidémie. Selon un sondage réalisé en juin 1997, 10 % des Slovaques et 20 % des mineurs avait pris une drogue au moins une fois dans leur vie. La progression de l'épidémie est confirmée par le nombre des surdoses recensées. Dans le seul quartier de Petralka à Bratislava, 10 toxicomanes sont morts en 1996, soit le double de l'année précédente. Au niveau de l'ensemble du pays, les overdoses sont passées de 12 en 1994 à 14 en 1995, 23 en 1996, 21 en 1997 et 23 en 1998².

1. Phare Project on Drug Information Systems Bridging Phase, « National Report on the drugs situation in Slovakia, 2000 ». European Commission 2000, p. 43.

2. *Idem* p. 51.

Interrogé par le correspondant de DTI, le directeur du Centre de traitement des dépendances aux drogues de Bratislava, le Dr Lubomir Okruhlica, estime que 15 % des Slovaques sont des consommateurs occasionnels de marijuana et 4 % d'ecstasy; 2 % sont dépendants à l'héroïne. Ces derniers représentent 80 % des patients accueillis dans les centres de traitements. Le nombre de consommateurs de cette drogue est évalué, selon les sources, de 10 000 à 23 000. Les 2/3 d'entre eux sont de jeunes chômeurs et près de 10 % des étudiants. Leur âge moyen se situe autour de vingt ans, mais les consommateurs sont de plus en plus jeunes.

C'est en 1996 que les problèmes de drogues qui se posaient essentiellement dans la capitale, ont commencé à toucher des villes de province de toutes les régions du pays³, comme Holohovec ou Nitra (à l'ouest); Prievidza, Bojnice, Martin, Banska Bystrica (au centre); Poprad, Michalovce, Vranov nad Toplou et Kosice, la seconde ville du pays (à l'est). Même dans les villages des zones rurales, la marijuana et l'héroïne sont en train de se substituer à l'usage de l'alcool. Le cannabis, que l'on cultive un peu partout dans le pays, est à la mode, non seulement dans les universités, mais aussi dans le secondaire. La prévalence annuelle de cette drogue a pratiquement doublé entre 1995 et 1999, passant de 12,4 % à 23 %⁴.

Bratislava dans l'œil du cyclone

C'est dans la capitale que se posent le plus de problèmes. La situation est particulièrement grave dans le quartier de Petržalka (120 000 habitants), sur la rive droite du Danube, dans la grande banlieue de Bratislava. On y trouve un taux de chômage beaucoup plus élevé que dans le reste de la capitale, surtout parmi les jeunes. Les habitants se sont livrés à plusieurs reprises à des manifestations contre les polices, nationale et municipale, dénoncées comme complices des dealers. Ces der-

niers se livrent en effet à la vente de drogue dans des appartements d'HLM qui sont connus de tous sans qu'aucune action n'ait été entreprise. Selon le voisinage, le nombre de seringues découvertes dans les environs devrait pourtant suffire à les signaler à l'attention de la police. Des familles entières, enfants d'une douzaine d'années compris, se livrent au trafic jusque dans les couloirs des écoles. Le nombre de consommateurs dépendants provoque le développement de la petite délinquance qui entraîne à son tour le réflexe sécuritaire de la population.

Dans d'autres couches de la population, la cocaïne, ingrédient indispensable des soirées branchées des intellectuels et des artistes, a fait son apparition il y a quelques années. Elle vient également de Turquie ou est acheminée par des clans albanais à partir de l'Italie. Plusieurs enquêtes ont montré que dans les discothèques et les boîtes de nuit des grandes villes comme Bratislava ou Kosice, on peut trouver de l'ecstasy importée de Hongrie.

Trafic local et trafic de transit d'héroïne

Le marché de l'héroïne est approvisionné par les réseaux turcs de la route des Balkans, sans qu'il soit toujours possible de faire la part des drogues destinées au marché intérieur et des drogues en transit pour la République tchèque, l'Allemagne et les Pays-Bas. La Slovaquie se trouve sur la portion de cette route qui va de la Hongrie, à partir du port fluvial sur le Danube de Komarno (Komaron sur la rive hongroise) ou de la voie ferroviaire de Mevedov, à la République tchèque. La distance jusqu'à la frontière de cette dernière (aux environs de Kutý Breclav ou Holic) n'est que de 150 km.

En février 2000, cinq kilos d'héroïne ont été découverts à Berg, non loin de Bratislava, dans une 405 Peugeot conduite par un ressortissant slovaque et, quinze jours plus tard, 53 kg étaient encore saisis au même endroit dans

une voiture immatriculée en Pologne. En mars, la police faisait encore une prise de 8,2 kg, toujours sur un Slovaque. En août 2000, trois Slovaques ont été arrêtés en possession de 10 kg d'héroïne à la frontière hongroise, confirmant que les nationaux sont utilisés comme passeurs par les organisations criminelles turques ou albanaises. D'ailleurs, près de 150 d'entre eux sont détenus dans différents pays étrangers pour avoir tenté de transporter de l'héroïne en Europe de l'Ouest. Quant aux commanditaires il est rare qu'ils soient arrêtés. Cependant, en mars 1999, un représentant en électronique de Nuremberg (sud de l'Allemagne), a été condamné par un tribunal allemand à 11 ans et demi de prison pour un trafic d'héroïne entre 1996 et 1998. Les juges ont estimé que l'homme était l'organisateur d'un trafic entre Bratislava et Milan et qu'en huit voyages ses hommes de main avaient convoyé 97,5 kg de cette drogue vers l'Italie.

Les organisations criminelles russes et ukrainiennes qui, jusqu'à l'année 2000, acheminaient de l'héroïne à travers la frontière entre l'Ukraine et la Slovaquie (où 26 kg d'héroïne ont été saisis en 2000), semblent avoir momentanément abandonné cette voie. Dans la capitale de cette région, Kosice, ne sont ainsi actifs que des groupes appartenant à la criminalité locale.

En ce qui concerne le trafic local, alors que jusque-là la police n'avait pu arrêter que de petits dealers de rue, des Tziganes surtout, à la fin du mois de juillet 2001, la télévision privée Markiza a annoncé le démantèlement sur le territoire slovaque d'un important réseau de drogues, dirigé par un Macédonien (appartenant à l'ethnie albanaise), et dont l'état major comprenait quatre de ses concitoyens et quatre slovaques. « L'Opération Marteau » a permis d'arrêter 20 membres de l'organisation et de saisir deux kilos de drogues (cocaïne et héroïne), 5,5 millions de couronnes slovaques (un million de francs), des marks allemands, des armes,

3. *Idem.*
4. *Idem.*

des faux passeports, etc. Cette organisation aurait opéré depuis trois ans en Slovaquie, écoulant chaque année sur le marché intérieur plus de 70 kg d'héroïne. Cette affaire confirme les estimations de la police selon lesquelles ce sont les Albanais (du Kosovo et de Macédoine) qui détiennent 90 % du marché de rue de l'héroïne en Slovaquie. Apparus avant les premières opérations de l'UCK au Kosovo en 1997, ils ont renforcé leur implantation lorsque Bratislava est devenue une plaque tournante du trafic d'héroïne servant à financer l'achat d'armes pour la rébellion contre les Serbes.

Une criminalité multiforme

Les saisies des autres drogues sont plus sporadiques. En avril 1997, une organisation qui avait tenté d'importer 7,5 kg de cocaïne de Curaçao pour la réexporter en Autriche, a été démantelée. Pour ce qui est de la marijuana, la plus grosse prise a porté, le 29 janvier 1998, sur près de 13 tonnes. La drogue, saisie près de la capitale, fut découverte dans un conteneur déclaré en provenance d'Atlanta (États-Unis) et chargé sur un camion. Parmi les personnes arrêtées figurent deux slovaques, un tchèque et un colombien.

La marijuana devait être cachée dans le dépôt d'une coopérative agricole de Mojmirovce. L'itinéraire du chargement a pu être reconstitué par la police : il s'agissait d'herbe colombienne transportée en Floride via le Panama. Elle avait été déchargée dans le port allemand de Brême pour être placée sur le camion slovaque. L'importance des quantités de drogue en jeu, implique l'existence d'organisations criminelles relativement importantes.

En effet, les mafieux slovaques de la drogue et du blanchiment contrôlent des maisons de jeu, des hôtels de passe et des services de gardiennage. Ils restent en général dans l'ombre et organisent le partage du territoire entre organisations criminelles slovaques, ukrainiennes et albanaises. Ils n'apparaissent au grand jour qu'à l'occasion de règlements de compte comme ce fut le cas pour un certain Robert Holub, chef présumé de la mafia de Kosice, abattu le 5 octobre 1997 après avoir échappé à trois tentatives d'assassinat ou de Jozef Sykora, baptisé *Il capo di tutti capi* (le boss des boss) qui a été tué au cours d'une fusillade devant l'hôtel Holiday Inn de Bratislava en février 1998.

**Jan Skoda, journaliste
Alain Labrousse ■**

Congo (Brazzaville) : le cannabis contre la paix

La production et le trafic de cannabis contribuent à compromettre les efforts pour ramener la paix dans le pays, notamment à travers le cessez-le-feu signé entre les forces gouvernementales et les rebelles fin 1999 et le « dialogue inter congolais » d'avril 2001. Dernier épisode en date, des affrontements qui ont éclaté le 19 mai 2001 à Mindouli, localité située à 150 km au sud de Brazzaville, dans la région du Pool. Ils ont opposé d'ex-Ninjas, milice de Bernard Kolelas, éphémère Premier ministre du président Lissouba, chassé du pouvoir par Sassou Nguesso, aux forces gouvernementales. C'est une dispute autour de colis « suspects » qui est à l'origine de l'affaire.

Dans la nuit du 19 mai, les ex-Ninjas, reconvertis dans l'agriculture, sont arrivés en camionnette en gare de Mindouli pour charger des sacs de *foufou* (cosette de manioc), pesant entre 50 et 60 kg, destinés à

l'alimentation de la capitale Brazzaville. Leur véhicule fut alors intercepté par le chef des unités militaires de la localité qui les suspecte de transporter de la marijuana et des armes. Il semble en fait

qu'il se soit agi d'une négociation autour d'une taxe sur un chargement d'herbe qui ait mal tourné. Au cours de l'altercation, un ex-Ninja est blessé d'une balle dans la cuisse. Ses camarades reviennent bientôt avec des renforts et attaquent à l'arme lourde la localité qui est pillée et saccagée comme en 1998. Fuyant les affrontements, la population se réfugie dans la forêt. Alerté, le gouvernement envoie trois hélicoptères de combat qui aident les militaires à reprendre le contrôle de la situation. L'officier responsable des incidents aurait été sévèrement sanctionné par le président Sassou Nguesso.

L'histoire se répète

Cette affaire apparaît être comme la répétition d'un autre mini conflit armé qui s'est déroulé trois ans plus tôt à Mindouli. À la suite de la victoire des Forces démocratiques et patriotiques (FDP) de Sassou Nguesso sur celles de Pascal Lissouba, après une guerre très meurtrière de juin à octobre 1997, de nombreux Ninjas s'étaient réfugiés à Mindouli où, sous couvert d'activités agricoles, ils se mirent à cultiver le cannabis sur une grande échelle. Certains étaient également entrés au service du capitaine Kamar, grand producteur et trafiquant de cannabis sous le régime Lissouba et qui poursuivait ses activités avec la complicité de hauts fonctionnaires de la région du Pool. Il aurait refusé de payer certains de ses travailleurs, qui auraient alors récolté pour leur compte la production de leur patron. Celui-ci ayant fait exécuter trois Ninjas, ces derniers ont repris les armes pour organiser la riposte, ce qui a été à l'origine de la troisième guerre civile du Congo, de 1998 à 1999.

Le cannabis a toujours fait partie de l'histoire de la région de Mindouli, la plus importante zone productrice du Pool, leader national en matière de culture illicite⁵.

5. OGD, *La situation des drogues en Afrique centrale*, Rapport pour la Commission européenne (DGVIII/B/2), et le Ministère de la Coopération, 1997.

Depuis les accords de paix de 1999, la population est revenue dans la région qu'elle avait fuie pendant les combats. De nombreux paysans ont tout perdu du fait des pillages, de la destruction du cheptel, de l'abandon de leurs champs et doivent régler leur arriéré de

loyer de la terre. Pour survivre, ils s'adonnent à la culture du cannabis qui leur permet très vite de toucher des sommes intéressantes. Ce sont souvent des militaires qui assurent la commercialisation de la marijuana entre le Pool et Brazzaville. À Loulombo par exemple, localité

située à quelques kilomètres de Mindouli, ils font le troc du carburant et du pétrole, produits dont la vente est interdite, pour de la marijuana.

**Correspondant de DTI à
Brazzaville ■**

> Publications récentes

Damiàn Zaitch, *Traquetos, Colombians Involved in the Cocaine Business in the Netherlands*. Amsterdam: Bureau Grafische Produkties, UvA, 2001, 298 p.

Le premier mérite de cette thèse de sociologie présentée à l'Université d'Amsterdam est qu'elle porte sur un sujet de première importance – les réseaux de distribution en Europe – qui n'a fait l'objet que de peu d'attention de la part de la recherche universitaire. Entreprise par ailleurs parfaitement aboutie du fait de l'ampleur de la documentation de terrain recueillie et de la rigueur de la méthodologie employée pour sa restitution (méthodologie exposée dans le chapitre I). La qualité du travail apparaît déjà dans un autre chapitre introductif, qui est une des meilleures synthèses des recherches concernant les drogues en Colombie existant à ce jour. Une grande partie de l'analyse des modalités des trafics repose sur la présentation qui est faite de la diaspora colombienne

aux Pays-Bas: 5 000 personnes auxquelles s'ajoutent de 6 500 à 7 500 individus ayant acquis la nationalité néerlandaise, enfants de la seconde génération, etc. Arrivée à diverses époques dans le pays, la diaspora colombienne est extrêmement hétérogène socialement et économiquement, très « atomisée » et peu solidaire. Il s'ensuit que les trafics reposent plutôt sur des individus qui font des séjours relativement brefs dans le pays, même s'ils trouvent des appuis parmi les membres de la diaspora. Les contacts avec la criminalité néerlandaise (qui importe également de la cocaïne ou de la marijuana de manière autonome) s'ils existent, sont rendus difficiles du fait de problèmes linguistiques et culturels. Il s'ensuit que les trafics colombiens, même lorsqu'ils

portent sur de grandes quantités de cocaïne, ne sont pas toujours aussi bien organisés qu'on ne l'imagine.

L'auteur rapporte plusieurs affaires dont les initiateurs sont des organisations criminelles très « professionnelles » en Colombie, mais dont les relais aux Pays-Bas font parfois preuve d'un amateurisme désarmant. La majorité des entreprises sont « petites, mutantes et décentralisées ». Dans ce pays, il suffit aux Colombiens de laisser planer la menace de la violence plutôt que de l'exercer, pour parvenir à leur fin. De même, le maintien du secret est tout relatif, dans la mesure où les trafiquants (*traquetos*) ont besoin d'être connus dans le milieu pour être recrutés et pour être reconnu socialement. Le travail de Damian Zaitch devrait donc constituer une incitation et un point de départ pour d'autres jeunes chercheurs en Europe.

A. L ■

Drogue Trafic International (DTI) se situe dans le champ de la « géopolitique de l'offre » tel qu'il est envisagé par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT). L'OFDT, dans un proche avenir, devra en effet alimenter l'OEDT d'informations et d'analyses sur ce thème. DTI se penche donc de façon prioritaire sur les réseaux alimentant l'Europe et la France; sur les politiques des pays européens ainsi que les sur les pays bénéficiant de la coopération de la France dans le domaine des drogues. Les sources d'information sont officielles (gouvernements, PNUCID/ODDCP, OICS, Interpol, etc.) ou proviennent de « correspondants »

de terrain (chercheurs, membres d'ONG, journalistes, etc.). Bien que les articles soient publiés sous la responsabilité de leurs auteurs, ils font l'objet préalablement de vérifications auprès de spécialistes, de recoupements, etc. En dépit de ces garanties, il est clair que « la géopolitique de l'offre » s'inscrit dans le cadre des sciences humaines et ne peut reposer (sauf en ce qui concerne les saisies ou les arrestations par exemple) sur les mêmes critères que les autres publications de l'OFDT. D'où l'inclusion d'une rubrique « mise au point » incluant d'éventuelles rectifications ou commentaires.

Rédacteur en chef: Alain Labrousse/Assistant du rédacteur en chef: Hassan Berber
Directeur de publication: Jean-Michel Costes
Maquette - mise en page: Frédéric Million

Impression: Imprimerie Pairault-Cassegrain - Niort

Ce bulletin paraît tous les mois, une fois par trimestre sur support papier et deux fois sur trois comme bulletin électronique.

OFDT - 105 rue la Fayette - 75010 - Paris
Tél: 01 53 20 16 16
Fax: 01 53 20 16 00
E-mail: ofdt@ofdt.fr
Site web: www.drogues.gouv.fr

Prochaine parution: 6 septembre 2001/Contributions: date limite 26 août 2001